



11^e Conférence d'Examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires New York, le 27 avril 2026

Grande Commission 1

Déclaration prononcée par

l'Ambassadeur Matteo Fachinotti

Représentant permanent de la Suisse auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique, AIEA

Monsieur le Président,

Félicitations pour votre élection.

En matière de désarmement nucléaire, la Suisse estime que le document final devrait refléter un certain nombre de préoccupations, exprimées au cours de ce cycle d'examen.

Des milliers d'armes nucléaires demeurent déployées, ou sont stockées dans des arsenaux. Beaucoup d'entre elles sont maintenues à un niveau d'alerte élevé. L'architecture de maîtrise des armements s'érode, sans qu'aucune négociation ne soit actuellement en cours. Les armes nucléaires ont gagné en importance dans les doctrines de sécurité. Les arsenaux sont modernisés et, dans certains cas, étendus. Le risque d'utilisation d'armes nucléaires a également augmenté. Au vu de ces développements, le document final devrait envoyer un signal clair contre une nouvelle course aux armements nucléaires. La Suisse soutient l'inclusion explicite du principe selon lequel « une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée », qui reflète l'objectif du TNP tel qu'énoncé dans le préambule du Traité.

M. le Président,

Les États dotés d'armes nucléaires doivent prendre des mesures urgentes, concrètes et soutenues pour réduire et, à terme, éliminer tous les types d'armes nucléaires, qu'elles soient déployées ou non. Le rôle des armes nucléaires dans les politiques et postures de sécurité doit être réduit. Le document final devrait rappeler

les obligations juridiques en matière de désarmement au titre du Traité, et réitérer l'engagement sans équivoque des États dotés d'armes nucléaires d'aboutir à l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires. Le document devrait également souligner la nécessité de progrès crédibles dans la mise en œuvre de l'article VI, et réaffirmer la validité des engagements pris en 1995, 2000 et 2010, de même qu'indiquer comment et à quel moment les mettre en œuvre.

La profonde préoccupation suscitée par les conséquences humanitaires catastrophiques de toute utilisation d'armes nucléaires a été un moteur essentiel des efforts de désarmement nucléaire. Les considérations relatives à cette question sont exposées dans le document de travail transrégional numéro 57 sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires, dont nous soutenons pleinement les recommandations.

Monsieur le Président,

Compte tenu des conséquences humanitaires et environnementales qui caractérisent l'héritage des essais nucléaires, il est important que la Conférence défende la norme contre les essais. Tous les États devraient respecter les moratoires existants, et s'abstenir de toute action qui compromettrait l'objet et le but du CTBT. Nous regrettons que le nombre d'États de l'Annexe 2, dont la ratification est requise pour l'entrée en vigueur, ait augmenté au cours de ce cycle d'examen du TNP. Nous appelons les États qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier le CTBT sans plus tarder. L'entrée en vigueur du CTBT renforcerait considérablement le régime de vérification déjà robuste du Traité. L'entrée en vigueur serait le meilleur moyen de garantir qu'aucun État ne procède à une explosion expérimentale d'arme nucléaire. Dans l'intervalle, nous soutenons toute mesure volontaire qui contribuerait à augmenter la confiance sur ce sujet.

Monsieur le Président,

Pour la Suisse, les engagements passés constituent le fondement sur lequel doit progresser le désarmement nucléaire. Toutefois, cette Conférence devrait également franchir de nouvelles étapes dans deux domaines prioritaires qui revêtent une importance particulière pour notre délégation. Ces éléments devraient être clairement reflétés dans le document final.

Premièrement : la réduction des risques. Parvenir à des compréhensions communes sur la manière de réduire les risques nucléaires est primordial pour cette Conférence d'examen. Soyons clairs : la réduction des risques ne se substitue pas au désarmement nucléaire. Des mesures urgentes sont toutefois nécessaires dans l'intervalle, afin de réduire le danger d'une utilisation accidentelle résultant d'une erreur de calcul, d'une mauvaise perception, d'une escalade ou d'une action non autorisée. De nombreux éléments que nous souhaiterions voir figurer dans le document final sont contenus dans le document de travail transrégional numéro 12. Une déclaration conjointe à venir, soutenue par plus de 40 États, illustrera en outre le large appui dont bénéficie la réduction des risques nucléaires. Nous invitons tous les États ne l'ayant pas encore fait à se joindre à cet appel.

Deuxièmement : transparence, rapports et responsabilité. Une vaste majorité des États parties attend des progrès sur cette question durant cette Conférence. La Suisse, conjointement avec l'Irlande et la Nouvelle-Zélande, s'est efforcée de faire avancer les discussions sur ce sujet. Comme souligné dans une déclaration conjointe et dans le document de travail numéro 7, nous appelons à un renforcement des rapports nationaux

des États dotés d'armes nucléaires, ainsi qu'à l'établissement d'une pratique régulière de dialogue interactif en personne, intégrée au cycle d'examen.

Monsieur le Président,

Plus tard dans nos discussions au titre du Pilier I, je reviendrai sur d'autres points, notamment les implications des technologies émergentes, en particulier l'intelligence artificielle, pour les risques nucléaires, ainsi que sur l'importance d'une vérification efficace et crédible du désarmement nucléaire.

Je vous remercie de votre attention.

Mr. Chair,

Congratulations on assuming your important function.

Building on our general remarks during the General Debate, we wish to offer a number of considerations and proposals to be included in the forthcoming draft outcome document of this Review Conference.

The outcome document should reflect concerns expressed during this Review Cycle. Thousands of nuclear weapons remain in deployed and stockpiled arsenals. Many are still maintained at high levels of readiness. Arms control arrangements have eroded, with no negotiations currently underway. Nuclear weapons have also gained prominence in security doctrines, and arsenals are being modernised and, in some cases, expanded. The risk of nuclear-weapon use has also increased. The outcome document **should send a clear signal against a new nuclear arms race**. Switzerland specifically supports including the principle: “a nuclear war cannot be won and must never be fought”, which embodies the NPT’s goal as set out in the Treaty’s preamble.

Nuclear-weapon States must take urgent, concrete and sustained steps to **reduce and ultimately eliminate all types of nuclear weapons**, deployed and non-deployed. The role of nuclear weapons in security policies and postures must be reduced. The Outcome Document should **recall the legal obligations on disarmament under the treaty**, as well as reiterate the unequivocal undertaking by the nuclear-weapon States to accomplish the total elimination of their nuclear arsenals. The outcome document should point to the need for credible progress on the implementation of Article VI. This Conference should reaffirm the validity of the 1995, 2000 and 2010 nuclear disarmament commitments, and indicate how and when to implement them.

The deep concern at the catastrophic humanitarian consequences of any use of nuclear weapons has been a key driver of nuclear disarmament efforts. Considerations on this matter are articulated in the cross-regional working paper number 57 on the humanitarian consequences of nuclear weapons, whose recommendations we fully support.

Mr. Chair,

Given the humanitarian and environmental consequences that define the legacy of nuclear testing, it is important for the conference to uphold the anti-testing norm. All States should uphold existing moratoria and refrain from any action that would undermine the object and purpose of the CTBT. We call on all States that have not yet done so to sign and ratify the CTBT without further delay. We regret that the remaining Annex 2 States required for entry-into-force have grown during this NPT Review Cycle. Entry-into-force would significantly strengthen Treaty’s already robust verification regime, providing the best way to provide confidence that no State is conducting a nuclear test explosion. In the meantime, we support any voluntary measure that would improve confidence on this matter.

Mr. Chair,

Our overall position is that past commitments are the foundation from which nuclear disarmament should be taken forward. However, we believe that this Conference should also take new steps in two priority areas that are of particular importance to our delegation and should be clearly reflected in the outcome document.

First: Risk Reduction. Reaching shared understandings on how to reduce nuclear risks is paramount for this Review Conference. Let us be clear: nuclear risk reduction is not a substitute for nuclear disarmament. Pending that goal, however, urgent steps are needed to reduce the danger of use by accident, miscalculation, misperception, escalation or unauthorized action. Many relevant points and recommendations that we would like to see reflected in the outcome document are contained in the cross-regional working paper on reducing the risk of nuclear conflict, submitted as working paper number 12. In addition, a forthcoming joint statement by over 40 States will illustrate the strong support that nuclear risk reduction enjoys, and we invite all States to join this call.

Second. Transparency, Reporting, and Accountability: There is a strong expectation from a vast majority of States Parties that this Review Conference takes this matter forward. Switzerland, together with Ireland and New Zealand, has sought to advance discussions on this issue. As we have highlighted in a joint statement and in working paper number 7, we call for enhanced national reporting by nuclear-weapon States, as well as the establishment of a regular practice of in-person, interactive dialogue embedded within the review cycle.

Mr. Chair,

Later in our discussions under Pillar One, I will return to additional points, including the implications of emerging technologies, in particular artificial intelligence, for nuclear risks, as well as the importance of effective and credible verification of nuclear disarmament.